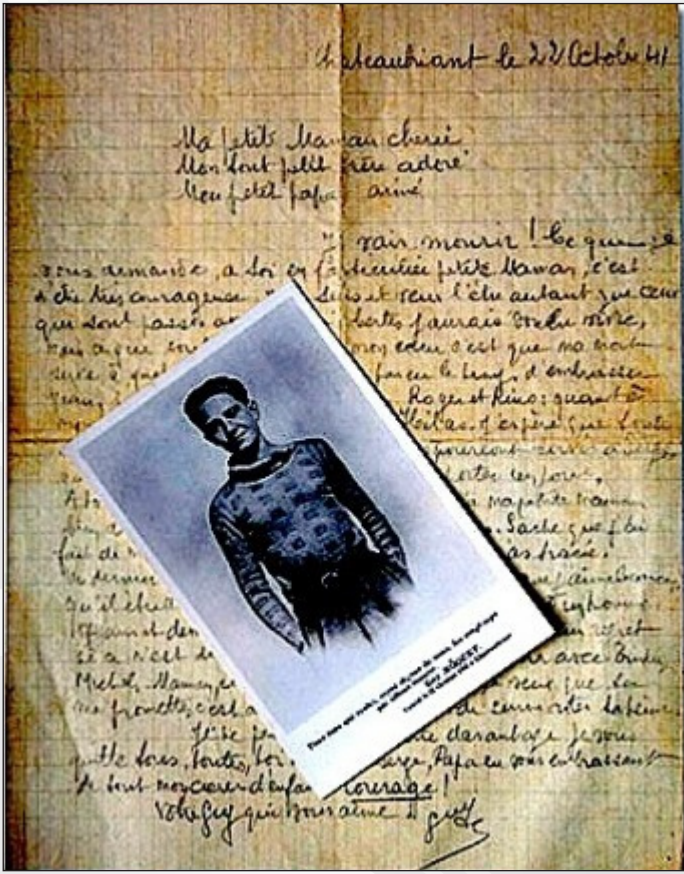


Guy Môquet (1924-1941)

- Rue Guy Môquet - 75017 Paris
- Station de métro Guy Môquet - 75017 Paris
- Rue Navier, domicile de Guy Môquet - 75017 Paris



Guy Môquet naît à Paris le 26 avril 1924. Etudiant au lycée Carnot, il se passionne très tôt pour la politique et choisit, dès l'arrestation de son père, le syndicaliste cheminot et député communiste Prosper Môquet, de suivre ses traces.

Arrêté avec 43 autres députés de ce groupe, en octobre 1939, il est déchu de son mandat, en janvier 1940, puis, comme ses camarades, condamné, en avril, à cinq ans de prison. Il est ensuite déporté, en mars 1941, avec d'autres députés communistes, au bagne de Maison-Carrée en Algérie.

Après l'arrestation de Prosper, Guy, revient à Paris, seul, et milite au sein des jeunesses communistes réorganisées clandestinement. Il distribue des tracts et colle des papillons proclamant la politique du Parti, y compris après l'entrée des Allemands dans Paris, le 14 juin 1940, et la proclamation de l'Etat Français, le 10 juillet suivant.

Le 13 octobre 1940, Guy Môquet, alors âgé de 16 ans, est arrêté Gare de l'Est par des policiers français qui recherchent les militants communistes. On l'interroge. On veut lui faire livrer les amis de son père.

Incarcé à la prison de Fresnes, le jeune militant est inculpé, sous le

même chef d'accusation que son père, "d'infraction au décret du 26 septembre 1939, portant dissolution des organisations communistes". Le 23 janvier 1941, il est acquitté par la 15e chambre correctionnelle de Paris, et doit être mis en liberté surveillée.

Guy Môquet n'est pourtant pas relâché. Au contraire, il est transféré à la prison de la Santé, à Paris, puis est transféré à la prison de Clairvaux, dans l'Aube, enfin au camp de Choisel à Châteaubriant, en Loire-Inférieure où sont détenus d'autres militants communistes.

Le 20 octobre 1941, trois résistants communistes, Marcel Bourdarias, Gilbert Brustlein et Spartaco Guiso, abattent, à Nantes, le Feldkommandant Karl Hotz, commandant des troupes d'occupation de la Loire-inférieure. En guise de représailles, l'Occupant décide de fusiller 50 otages.

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy, Pierre Pucheu, propose une liste comprenant essentiellement des communistes dont 27 prisonniers parmi lesquels, Charles Michels, secrétaire général des industries cuirs et peaux CGT, Jean-Pierre Timbaud, dirigeant de la métallurgie CGT et Guy Môquet.